

# Moyen Orient: la montée de l'islamisme militant

## Partage international n° 63 - Novembre 1993

par Karen Kramer

Avec le bombardement du World Trade Center à New York au printemps dernier, la révélation des projets d'attaques terroristes sur d'autres parties de la ville, et la condamnation à mort d'écrivains occidentaux par les mollahs, il serait tentant de considérer que le monde islamique est entré en guerre contre l'Occident. Mais contrairement à l'interprétation que donnent les gouvernements arabes, la menace islamique ne se tourne pas principalement vers les pays étrangers. Les groupes extrémistes continueront à viser des cibles occidentales, mais la véritable bataille se déroule maintenant entre les militants islamistes et les régimes gouvernant le monde arabe eux-mêmes. L'image d'une force islamiste monolithique, provenant de pays tels que l'Iran et le Soudan, peut rassurer ceux qui refusent de voir les causes réelles de l'expansion de ces mouvements. Cependant, la réalité est tout autre.

L'Iran et le Soudan soutiennent les groupes islamistes militants, mais le véritable défi lancé à certains dirigeants arabes provient de leurs propres sociétés, minées par des échecs gouvernementaux retentissants. Dans tout le Moyen-Orient, les États arabes sont amenés à prendre des mesures de plus en plus violentes et répressives pour combattre — avec peu de succès — le défi grandissant des islamistes.

L'Algérie est virtuellement en guerre civile depuis l'annulation des élections parlementaires de décembre 1991, qui donnait une victoire écrasante au FIS (Front islamiste de salut). Le président réformiste a été écarté par un coup d'État militaire à peine déguisé, le FIS a été banni, et quelques 9 000 de ses partisans emprisonnés dans des camps, dans le désert algérien. Les affrontements avec les islamistes ont fait jusqu'à présent plus de 1 000 morts, dont un président assassiné. Des dizaines de milliers de soldats restent stationnés dans la capitale.

En Égypte, les groupes radicaux islamistes mènent une campagne depuis 18 mois afin d'affaiblir le

gouvernement. Cette campagne a conduit à des milliers d'arrestations, un nombre sans précédent d'exécutions, des centaines de morts, et à la destruction de l'industrie du tourisme. Même dans un petit pays comme la Tunisie, le gouvernement a déclenché une action répressive contre le mouvement islamiste interdit, le Nahdha, et a arrêté 8 000 personnes. Dans ces pays et dans d'autres pays arabes, on constate une multiplication des atteintes aux droits de l'homme, telles des détentions sans jugement, des procès non conformes et des tortures.

Même si elle est moins virulente que dans d'autres pays frères, l'influence islamiste s'accroît chez les Palestiniens de la rive Ouest du Jourdain et de la bande de Gaza, ainsi qu'en Jordanie. Le fait que la Syrie n'ait pas connu une augmentation similaire est dû en grande partie au nettoyage, orchestré par Damas, du parti islamiste d'opposition, qui a fait quelques 20 000 morts à Hamma et dans d'autres villes. Au Yémen, seul pays de la péninsule arabique à expérimenter un régime démocratique, les islamistes ont également démontré leur force lorsqu'ils ont eu l'occasion de participer à des élections.

La détresse économique des masses a indéniablement constitué un facteur important du développement de l'opposition islamiste dans ces pays. Une pauvreté extrême et un chômage endémique ont créé un terrain fertile pour les radicaux. Mais la pauvreté n'est pas la seule raison. De plus en plus, les gouvernements de ces pays sont perçus par leurs concitoyens comme étant politiquement et moralement corrompus — un changement de point de vue qui s'est répandu tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Les bureaucrates gouvernementaux sont non seulement jugés incapables de résoudre les besoins croissants de leurs populations, mais également jugés exclusivement intéressés par l'état de leur fortune personnelle, alors que l'ensemble de la société souffre. Les islamistes, en effet, ne se présentent pas tant comme une force capable de mettre fin à la pauvreté, mais plutôt comme un parti pouvant parvenir à éradiquer l'avidité et la corruption dont seuls quelques uns ont bénéficié.

Plus important encore, l'habileté des militants à combler le vide en ouvrant des écoles, des hôpitaux et des cliniques, leur a valu un très large soutien. Le tremblement de terre qui s'est produit l'année

dernière en Égypte est un très bon exemple de l'énorme différence d'efficacité existant entre les deux groupes en compétition ; tandis que le gouvernement se montrait totalement dépassé, les islamistes, eux, ont fait en sorte de fournir de la nourriture et des abris aux familles sinistrées.

La cause fondamentale de ce problème est le manque de participation politique, à travers le monde arabe. L'énorme fossé qui sépare les gouvernants des gouvernés se traduit pas un manque total du sens des responsabilités, qui non seulement a rendu plus difficiles les réformes du système économique par l'État, mais a également produit des gouvernements n'ayant aucun contact avec leurs concitoyens. Sans mandat populaire, la légitimité de ces gouvernements peut être constamment remise en question ; or des élections sont considérées comme trop dangereuses par ces gouvernements, qui ne sont, par ailleurs, même pas capables de prouver une quelconque efficacité. La nécessité de recourir à une répression de plus en plus sévère pour lutter contre les islamistes, ne fait que renforcer le sentiment que ces régimes ne gouvernent que par la force, et non par la volonté du peuple. En un sens, le mouvement d'opposition islamiste peut être considéré comme l'autre face de la démocratie : tous deux représentent le désir d'une plus grande responsabilité, le premier envers Dieu, le second envers le peuple.

L'Arabie Saoudite en est un exemple : riche et doté d'un excellent système de protection sociale, ce royaume a cependant connu une forte progression du parti islamiste d'opposition à la famille royale. Depuis le pupitre de la mosquée, ou par le biais de cassettes audio, le mouvement islamiste condamne le gouvernement pour abus de pouvoir et de privilèges, et il est largement écouté. Les islamistes ont réussi à se poser en défenseurs des oubliés et des opprimés, non seulement en raison de l'échec de l'économie, mais aussi en raison des structures politiques fossilisées qui ont autorisé la corruption et le maintien de certains régimes autoritaires. Si ces pays ne parviennent pas à résoudre leurs problèmes de fond, leur futur est fortement compromis.

L'Occident devrait plutôt se soucier de la vulnérabilité de ces pays, à l'avenir si incertain, au lieu de se préoccuper d'éventuelles attaques terroristes par des extrémistes islamistes.

**Auteur** : Karen Kramer, ancienne rédactrice au MidEast Report, à New York, est spécialiste des questions du Moyen-Orient.

**Sources** : IPS

**Thématiques** : [peuples et traditions](#), [politique](#)

**Rubrique** : [Point de vue](#) ()